

Pierre de Beauvillé, Jean-Yves Boriaud, Louis Crocq, Eric Desmons, David di Nota, Frédéric Guelton, Guy Le Gaufey, Dossier “**Dans la guerre**”, *Revue des Deux Mondes*, mars 2011, pp.87-152.

Par Frédéric Dessberg

Depuis la “suspension” du service national et la professionnalisation du métier des armes, une préoccupation tenace demeure dans la société française: celle de la conservation de ce que l’on appelle improprement le ‘lien Armée-Nation’. La question de la place de la conscription dans l’histoire militaire française et européenne, celle du rapport que nous entretenons avec la ‘chose militaire’, constituent le fil rouge de la livraison du mois de mars 2011 de la *Revue des Deux Mondes*, largement consacrée à la question de la perception que nous avons aujourd’hui de la guerre.

Un point commun aux articles de ce dossier est l’affirmation selon laquelle la guerre est devenue pour nous abstraite et lointaine. Les militaires eux-mêmes sont devenus moins visibles, et dans le même temps moins audibles dans la société française. C’est la première constatation de Frédéric Guelton, ancien chef du département ‘Terre’ du Service Historique de la Défense, qui dresse un constat implacable de cet effacement dans son article “La disparition de l’armée de l’espace national”. Il en identifie d’emblée la cause, après Marc Bloch, qu’il situe dans “*la défaite intellectuelle des chefs militaires de 1940*”, puis dans la période de Vichy, dans les guerres de décolonisation et dans la mise en avant de la dissuasion nucléaire. En historien, il place en opposition la disparition récente des élites militaires des milieux décisionnels et la position éminente dont jouissaient les officiers supérieurs depuis la révolution française jusqu’au début du 20^e siècle. Encore, sous la III^e République, n’était-il pas rare de voir les chefs militaires occuper des fonctions politiques, qu’ils fussent ministres de la Guerre ou, pour les anciens officiers, députés. Après la Deuxième Guerre mondiale, cette situation est devenue rarissime. Le regret qui pointe ici tient au fait que le monde politique se prive trop souvent de l’expertise de techniciens militaires qui, jusqu’à il y a encore un demi-siècle, avaient l’oreille des décideurs politiques et ne se privaient pas de prendre leur plume pour exposer leurs idées. Il est vrai que la République avait tendance à se méfier des militaires, mais cette méfiance s’est transformée en indifférence.

Cette indifférence touche également la population, en raison de la disparition de l’armée du territoire national et de l’espace public. Au-delà de la fin du service national et, par voie de conséquence, du “*brassage social*” qu’il permettait, Frédéric Guelton incrimine la diminution du nombre des casernes, comme autant de “*lieux de vie*” disparus et leur transformation toute récente en bases de défense. À grand renfort de références historiques, l’auteur explique que la structuration de l’espace national, ainsi que la “*républicanisation*” de l’armée, avaient rendu l’armée visible dans la société. On pourrait objecter que le lent processus d’encasernement des troupes, entamé sous Louis XIV mais véritablement achevé sous Napoléon et au 19^e siècle, avait justement pour objectif, outre de discipliner l’armée,

de rendre sa présence moins lourde à la population. Mais force est d'admettre que la présence des garnisons dans le paysage urbain avait fortifié l'appartenance de l'armée à la nation. Il est de plus indéniable qu'un élément de cohésion nationale a bel et bien disparu avec la fin de la conscription. La population ne "voit plus" son armée et a donc le plus grand mal à identifier son rôle, voire à savoir qu'elle peut faire encore la guerre.

L'idée selon laquelle un héritage a disparu est partagée par Pierre de Beauvillé qui s'appuie sur son expérience de gendarme auxiliaire, acquise au cours de son service national, pour établir un lien entre le malaise de la gendarmerie et celui de la société française. Dans sa contribution "Gendarmerie, grand corps malade", il analyse le malaise éprouvé par les gendarmes à la suite de la suspension du service national et celui, encore plus grand, provoqué par le passage de la gendarmerie sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, toujours effectué, selon l'auteur, au détriment de la première. Un "édifice de *rançœurs*" accumulées chez les gendarmes qui voient peu à peu se réduire ce qui constituait l'essence même de leur métier: le maillage du territoire et le contact avec la population. Là encore, avec la disparition programmée des missions de la gendarmerie, c'est la fin d'un héritage issu de "la monarchie" et "des Lumières", "de Hobbes et de Rousseau", qui est fustigée. Pierre de Beauvillé ne fait pas porter la responsabilité de cette situation uniquement sur les élites politiques et les récentes décisions gouvernementales. Pour lui, le mal est plus profond. Il détecte la disparition d'un certain service public dans un contexte de changements sociaux et économiques "brutaux" et de "pertes de valeurs" qui affecte les gendarmes eux-mêmes, désormais peu enclins à assumer les "servitudes militaires". Avec la désintégration de la gendarmerie, c'est celle d'une société humaniste que Pierre de Beauvillé déplore.

Dans son article "Machiavel et l'humanisme militaire", Jean-Yves Boriaud oppose les positions iréniques d'Erasmus, qui condamnait la guerre comme le "mal absolu", à la redécouverte des manuels antiques d'art militaire (Végèce, Frontin), à la fin du 15^e siècle et au début du 16^e, c'est-à-dire à l'époque des guerres d'Italie. En quoi consistait cet "humanisme militaire"? L'auteur l'explique en s'appuyant sur *Dell'arte della guerra*, de Machiavel, dans lequel l'écrivain florentin, alors chassé de sa cité, s'opposait au système de la *condotta* (et donc au mercenariat) pour vanter les mérites de l'*ordinanza*, c'est-à-dire du recrutement des soldats dans la population locale. Il s'opposait donc à la pratique du recrutement de soldats payés et, de surcroît, de sinistre réputation, pratique coupable selon lui de créer une rupture entre institutions politiques et institutions militaires. Il lui préférait le système de la conscription, cette dernière ayant la vertu de favoriser la défense des cités par leur propre population. Par ailleurs, Machiavel observait que l'action d'une infanterie devenue "reine des batailles", sous la conduite d'un "prince militaire", se révélait plus efficace que la *condotta*.

Comme le relève Jean-Yves Boriaud, l'idée de Machiavel selon laquelle l'État doit puiser "ses propres forces" dans sa population pour assurer sa défense, ne s'est imposée que beaucoup plus tard. Qu'il soit permis de rappeler qu'en effet le 18^e siècle s'est également interrogé sur la légitimité de la guerre pour admettre, avec les philosophes des Lumières, que seule la guerre défensive était légitime et, pour certains (dont Rousseau et

Guibert), que la population devait prendre part à la défense de la nation. Dès avant la révolution française, la notion de citoyen-soldat avait ainsi fait son chemin sur les traces des auteurs anciens.

Si cette notion a longtemps perduré, force est de constater que nos sociétés démocratiques européennes se sont éloignées de l'idée de guerre et éprouvent aujourd'hui un rejet catégorique de la violence. Dans sa contribution "Penser la guerre en Europe", David di Nota, en analysant la "*figure de l'innocent*" dans l'Europe des années 1990, au moment de la guerre de Bosnie, critique une "*perversion démocratique*" qui consiste en une "*dénégation*" de la violence. Pour l'auteur, cette idée fantasmatique d'un espace débarrassé des nations et entièrement pacifié porte en elle une incompréhension de la guerre. Il est certain que l'histoire dramatique du 20^e siècle et, en particulier, les ravages de la Deuxième Guerre mondiale, ont poussé les Européens à ce refus de la guerre. La construction européenne ne procède-t-elle pas justement de la guerre et de son rejet? Mais en dénonçant l'"*humanitarisme d'État*", l'auteur s'en prend surtout aux interprétations paradoxales des écrits de Clausewitz, qu'il trouve en particulier sous la plume, selon lui représentative de l'esprit du temps, du lieutenant-colonel Durieux. Ce dernier est accusé de voir l'auteur de *De la guerre* comme un partisan de la négociation. On peut donc le deviner, ce que David di Nota incrimine, c'est une vision morale et irréaliste de la guerre. L'actualité récente des projections de force en Afghanistan va certainement dans le sens de l'auteur, mais le débat reste ouvert, notamment depuis la position prise par Français et Britanniques au sujet des opérations en Libye.

L'incompréhension de la guerre est également au cœur de la réflexion d'Eric Desmons, dans "Mourir pour la patrie". L'auteur, professeur de droit public, pose le problème de la responsabilité, qu'il met en relation avec le concept de 'guerre zéro mort', qualifié de "*récente doctrine des armées*". Même si ce concept provient au départ de l'armée américaine et non française, et s'applique d'abord à une situation de bombardements aériens, il reste que la responsabilité des pertes subies (l'exemple de l'embuscade d'Uzbin, en 2008, est cité d'emblée) est d'abord recherchée dans son propre camp. Le refus de la mort, tel qu'il est ressenti dans la société, implique donc une négation de la condition militaire et fait revêtir aux soldats tués la "*qualité juridique de victime*". Dans la lignée de Hobbes, le statut de héros serait nié par la société moderne, de même que le sacrifice de soi pour la patrie.

Dans "La culpabilité du soldat occidental", Louis Crocq, psychiatre des armées, dresse l'historique des "névroses de guerre", longtemps occultées. Un point marquant est l'oubli des "*leçons de guerre*" qui ont suivi la Première, puis la Deuxième Guerre mondiale. Un autre réside, exemples précis et éloquents à l'appui, dans l'analyse de névroses survenues chez des combattants des guerres d'Indochine, d'Algérie et des Malouines. Chacune de ces expériences illustre parfaitement le sentiment de honte et de culpabilité ressenti, parfois tardivement, par les anciens combattants. Les cas de traumatismes subis lors de la guerre du Vietnam et après le conflit posent le problème du retour des vétérans; ceux observés chez les soldats de l'ONU en ex-Yougoslavie évoquent les troubles psychiques subis dans des cas d'interposition. Le conflit d'Afghanistan, enfin,

souligne le “syndrome de la guerre du Vietnam”, suscité cette fois dans l’opinion américaine. Cet article établit un état de l’évolution de la prise en compte des traumatismes de guerre mais il permet également de saisir les perturbations que la guerre implique dans nos sociétés, en particulier depuis la guerre du Vietnam.

Le psychanalyste Guy Le Gaufey, enfin, pose le problème du sacrifice de soi dans “Le vertige de l’asymptote”. Y est décrite une perte sans retour, sans compensation et extrêmement difficile à admettre par la société, que l’on chercherait de plus à occulter. Il souligne ainsi la mise en marge de la guerre, concluant cette série d’articles qui aura aidé le lecteur à réfléchir sur le rapport souvent abstrait et lointain que nous entretenons actuellement avec la guerre, au moment où elle revient dans la pratique de nos armées, vingt ans après la fin de la Guerre froide.

On l’aura compris, le dossier présenté dans cette livraison de la vénérable *Revue des Deux Mondes* donne à penser et, comme aurait dit Bibendum, ‘vaut le détour’.

Frédéric Dessberg

Maître de conférences d’histoire contemporaine
à l’Université Paris-I Panthéon-Sorbonne,
détaché aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan.